

LA QUESTION DU NICKEL

Un article de "l'Événement"

L'Événement de Québec, (1 décembre) nous arrive avec un long article sur le nickel où l'on nous accuse de nous faire "par une critique perfide, l'instrument du parti libéral..." Pour le prouver, l'Événement cite un bloc-notes de ces jours derniers où nous notions entre autres choses que M. Meighen n'a pu expliquer, dans son récent discours de Toronto, "comment il se fait que le Deutschland est en route pour Brême avec 340 tonnes de nickel canadien dans ses soutes"; nous y écrivions aussi que le fait de dire que John Bull et l'Amirauté sont responsables (de cette fuite de nickel) "n'empêchera pas les Canadiens de trouver mauvais qu'on tue leurs hommes au front avec des balles trempées de nickel canadien." Sur quoi l'Événement dit: "Est-ce bien au gouvernement conservateur d'Ottawa qu'il faut s'en prendre si le nickel canadien sert à couler les balles qui tuent nos volontaires sur les champs de bataille de l'Europe? N'est-ce pas plutôt à ceux qui, lorsque l'exploitation des mines de Sudbury a commencé, n'ont pas su prévoir que l'exportation du nickel canadien pourrait servir un jour contre l'Angleterre et contre le Canada?"

Voilà nettement définis, les griefs principaux de l'Événement contre nous. Voyons s'ils sont fondés et si nous nous sommes faits, par une critique perfide, l'instrument du parti libéral.

D'origine canadienne?

Le nickel du Deutschland est-il d'origine canadienne?

Plusieurs circonstances portent à le croire. Un journal sérieux des États-Unis, extrêmement bien renseigné sur les manoeuvres teutonnes, dans la république voisine, et très sympathique aux Alliés, affirmait, le 11 novembre dernier, en toutes lettres, que le Deutschland, à la veille de repartir pour l'Allemagne, avait à bord, entre autres marchandises, 360 tonnes de nickel canadien.

Voici du reste ce que disait ce jour-là le Journal, de Providence, (R.I.):

"Le submersible allemand Deutschland est maintenant prêt à prendre la mer ou peut partir à une heure d'avis. L'on a pris toutes les précautions possibles pour empêcher le public de savoir quelle cargaison il emporte. Le Journal, toutefois, connaît tous les détails relatifs à cette cargaison. Elle comprend neuf wagons de nickel, à 40 tonnes en moyenne par wagon, et dix wagons de caoutchouc brut à 18 tonnes par wagon, soit un total de 540 tonnes.... Tout le nickel à bord du Deutschland forme partie d'une grande quantité de ce métal achetée en novembre 1914 de l'International Nickel Company, à Communipaw (New-Jersey). Le Journal a découvert que les acheteurs, apparemment des Germano-Américains, mais, en réalité, des agents du docteur Heinrich Albert, agent financier du gouvernement allemand aux États-Unis, ont pris livraison de ce métal et l'ont transporté aux entrepôts de la Nassau Smelting and Refining Company, au pied de la 29e rue ouest, North River New-York. Ce nickel fut ensuite expédié en différentes cargaisons à la New-York Dock Company, à Brooklyn, où on l'emmagasina dans l'entrepôt 104 et où on le mit dans des barriques de 900 à 1,000 livres chacune. Le Deutschland une fois chargé, lors de son premier voyage, le nickel qui restait ne fut transporté de nouveau qu'au commencement de septembre dernier et bientôt la Eastern Forwarding Company en reçut différentes consignations, à New-London. Deux des wagons arrivèrent à cet endroit le 14 septembre, un le 15, quatre le 18. Le 25, deux wagons contenant du nickel et du caoutchouc y arrivèrent encore et le 29, un autre wagon, chargé pareillement, s'y rendait aussi. ... Toutes ces marchandises, dès leur arrivée, furent immédiatement déchargées dans l'entrepôt de la Eastern Forwarding Company, au quel public, à New-London. Des employés de la compagnie y pourvurent, et le nickel fut ensuite mis en sacs que l'on chargea à bord du Deutschland, pour son deuxième voyage. Une grande quantité du nickel ainsi expédié en lingots à New-London est encore en entrepôt à cet endroit. Ce métal, acheté de l'International Nickel Company, fut vint de SUDBURY, CANADA, par l'entremise de la Canadian Copper Company...." (Star, Montréal, 11 novembre 1916).

Ces affirmations si précises firent du bruit à Ottawa. Le gouvernement canadien promit une enquête sur leur bien fondé. M. Meighen, dans son discours de Toronto, a indiqué, il est vrai, les différentes sources d'où pouvaient venir les tonnes de nickel emmagasinées à bord du Deutschland. Il n'a pu toutefois contredire définitivement, en les réfutant une à une, les allégations si précises du Journal. On sait à l'heure qu'il est que ce nickel a pu venir de Norvège-Catédonia, ou de petites mines américaines, ou qu'on a pu l'extraire d'alliages différents employés dans l'industrie aux États-Unis, et qui en contiennent jusqu'à 40 ou 60 pour cent. Mais il n'est prouvé ni

nées, et même encore, envoie toutes ses mattes aux usines de la International Nickel Company, mise en cause par le Journal. La précision des allégations de celui-ci contraste avec le silence de gens qu'il met en cause, et les diversions de M. Meighen. Et tant qu'on n'aura pas contredit, un à un, les faits allégués par le Journal, la présomption reste très forte qu'une certaine quantité de nickel canadien a trouvé la route d'Allemagne, depuis août 1914. L'enquête du gouvernement canadien, déjà promise, n'a pas encore éclairci ce point à la satisfaction générale, car on n'en connaît pas encore le résultat.

Quand l'a-t-on acheté?

Est-ce à dire qu'on a acheté ce nickel au Canada depuis la guerre? C'est un autre point.

L'Événement ne cite rien pour établir que nous avons affirmé que le nickel canadien à destination d'Allemagne est sorti du Canada tout récemment. L'Événement perd son temps à vouloir "démontrer que si le Deutschland a vraiment 340 tonnes de nickel dans sa cargaison, il est plus que probable que ce nickel n'est pas du minerai extrait des mines canadiennes depuis le commencement de la guerre." Nous écrivions ici-même, il n'y a pas trois semaines, ceci: "Assurément, le ministère a pris, aux premiers mois de la guerre, des précautions pour empêcher l'arrivée de notre nickel en Allemagne. Mais une question se pose, toujours, celle-ci: le gouvernement allemand, qui se préparait à une guerre, ou qui du moins en attendait une, et qui achetait avant la guerre tout le nickel qu'il pouvait trouver, ne s'en est-il pas constitué des réserves considérables aux États-Unis comme en Europe, avant août 1914? ... Pendant plus de dix-huit mois, à la suite du fameux discours de sir Robert Borden [en décembre 1912, où il parlait du tonnerre qui grondait sur les nations et d'une guerre prochaine], les Allemands, tant en Europe qu'aux États-Unis, ont pu continuer d'acheter à marché ouvert des milliers et des milliers de tonnes de notre nickel; ils en ont ainsi acheté des quantités énormes, comme le démontrent les statistiques du nickel expédié des États-Unis en Europe, pendant l'année 1913 et jusqu'à la fin de juillet 1914." Il y a des mois même, au premier voyage du Deutschland, nous écrivions déjà (1 août 1916), à propos de la cargaison de nickel dont on le disait porteur, que s'il venait du Canada, "il a été acheté avant la guerre ou depuis, peu importe, les agents allemands l'ont emmagasiné en vue du blocus et d'une contrebande de guerre probable et tirent maintenant sur cette réserve faite avant la guerre en prévision de besoins urgents et du forçement partiel du blocus anglais... Ce qui paraît le plus vraisemblable, c'est que, de fait, avant la guerre, des agents de Berlin et des commis des Krupp ont entreposé des centaines de tonnes de notre nickel, et cherchent maintenant à l'exporter au moyen de submersibles nouveau genre."

"S'il provient des mines canadiennes, il avait été emmagasiné dans des entrepôts où les fournisseurs américains de l'Allemagne ont pu en faire ample provision avant la déclaration de guerre", dit l'Événement. C'est tout juste ce que nous avons dit nous-même, en plus d'une circonstance. Nous voilà d'accord.

A qui s'en prendre ?

"Est-ce bien au gouvernement conservateur d'Ottawa qu'il faut s'en prendre si le nickel canadien sert à couler des balles qui tuent nos volontaires sur les champs de bataille de l'Europe? N'est-ce pas plutôt à ceux qui, lorsque l'exploitation des mines de Sudbury a commencé, n'ont pas su prévoir que l'exportation du nickel canadien pourrait servir un jour contre l'Angleterre et contre le Canada?" demande l'Événement.

Nous en sommes-nous pris particulièrement au ministère Borden? Nous écrivions il y a trois semaines: "Assurément, le ministère a pris aux premiers mois de la guerre des précautions pour empêcher l'arrivée de notre nickel en Allemagne." Nous écrivions, il y a un mois, en faisant le partage exact des responsabilités: "Il y a des années, le gouvernement ontarien offrit à la Grande-Bretagne le monopole des mines de nickel ontariennes. Londres refusa. "Nous préférons acheter notre nickel sur le marché ordinaire", ont alors répondu les gouvernements anglais; ils n'avaient pas, dès lors, saisi l'importance extrême, pour les armements, du nickel d'Amérique.... Et l'on ne peut que déplorer l'indifférence criminelle des gouvernements anglais et canadiens qui, dans le passé, permirent l'exportation libre du nickel canadien aux États-Unis, puis sur tous les marchés mondiaux, sans aucune surveillance, ce dont les métallurgistes allemands ont profité plus que qui que ce soit.... Les nations alliées exploitent de ce temps-ci l'imprévoyance de Londres et d'Ottawa, sur ce point." Nous ne nous sommes pas davantage fait, "par une critique perfide, l'instrument du parti libéral", sur cette question. Nous l'avons même blâmé. Dans un article d'il y a bientôt un mois, nous écrivions, en notant que le Deutschland charrait du nickel: "Une fois de plus, dans nos parlements, on

nationalistes soulignent l'importance de nos envois de nickel, et, depuis sa fondation (en 1910), le Devoir a souvent insisté sur la gravité de cette question, dont la solution raisonnable eût entravé les opérations du trust d'armements. Visionnaires, nous a-t-on appelés dans le temps. Or il se trouve aujourd'hui que les gens bergés, ce n'est pas nous, mais Londres et Ottawa."

Enfin, il y a deux semaines, n'écrivions-nous pas encore ici même à l'adresse du parti libéral comme à celle des conservateurs: "M. Laurier, dans son récent discours aux délégués libéraux, à Ottawa, disait: "Tant que la paix a duré, personne ne s'est fort préoccupé de ce que devenait le nickel canadien. La guerre éclatée, il s'est trouvé qu'il ne fallait pas qu'il entrât en Allemagne." Mais il n'a porté aucune accusation contre le ministère, "he laid no accusation against the Government", disait le Herald dans son compte rendu de la réunion. En quoi il a été prudent, car il se serait accusé au même titre que les conservateurs. En fait, tant qu'il a été premier ministre, il a agi comme sir Robert Borden jusqu'à la guerre et comme tant d'autres, il ne s'est pas préoccupé de ce que devenait notre nickel. Ce qui prouve qu'il n'a eu que peu de prévoyance, pour un homme si perspicace. La vérité, c'est que les deux partis sont blâmables de leur indifférence à l'égard de l'exportation de notre nickel, jusqu'au mois d'août 1914. Et ils ne peuvent se renvoyer la pierre de l'un à l'autre, aujourd'hui. Les soldats, toutefois, que tuillent des balles durcies de nickel canadien, peuvent la leur jeter."

L'Événement s'est bien gardé de noter cela, dans son article de vendredi. Voilà qui ne nous donnait pas précisément figure d'allié libéral, — ce que nous ne sommes pas. Dieu merci!

Notre justification

Nous avons, depuis que cette question du nickel s'est présentée, souligné à la fois l'imprudence de Londres, du parti libéral et du ministère conservateur canadiens; nous avons noté le refus de Londres d'acquiescer le monopole des gisements de nickel canadien, le peu de souci de M. Laurier à propos de notre nickel, alors qu'il voulait, disait-il, mettre le Canada en mesure de se protéger contre les ennemis extérieurs, et enfin la négligence de l'administration Borden; en 1912, elle criait à la grande probabilité d'une guerre avec l'Allemagne, sous peu de temps et cependant, de décembre 1912 à août 1914, elle ne réglementait pas l'exportation de notre nickel, quand elle le savait indispensable aux armements allemands. La guerre a dessillé bien des yeux. Elle a entre autres choses démontré come quoi le Devoir a eu raison, dès 1913 et même avant, de signaler l'importance extrême de nos minerais pour l'Allemagne de dire au ministère d'alors, comme il l'avait dit, bien avant, à M. Laurier, que, s'il était sérieux, il était temps pour lui d'agir, dût le trust des armements en souffrir.

Ni alors ni aujourd'hui, le Devoir ne s'est donc fait l'instrument d'un parti plutôt que de l'autre. Il a mis au premier rang les intérêts du pays; on ne l'a pas écouté. Notre justification, c'est de voir maintenant les journalistes qui ne parlaient pas alors du nickel préconiser, deux et même quatre ans après nous, la politique de visionnaire qu'on nous reprochait alors.

Georges PELLETIER.